

M. Crouse: C'est aussi à ce moment-là que nous avons perdu l'amitié de l'Europe.

M. Woolliams: Comme le signalait Dean Acheson un soir, sur le réseau national de CTV—cette émission venait sans doute des États-Unis—le fait significatif, ce n'est pas que le Canada ait retiré 5,000 hommes, mais que ce geste ait fait naître dans les autres pays le désir d'adopter la même politique, laquelle a entamé la défense de tout le monde occidental. Une fois que les Américains auront adopté cette position, que le Canada a poignardé son voisin dans le dos, comment pourrions-nous aller aux États-Unis et leur demander la faveur d'accepter encore plus de pétrole brut ou de tout autre produit?

● (3.00 p.m.)

M. Crouse: Ce serait de l'hypocrisie!

M. Woolliams: Pendant qu'ils parlaient des surplus mondiaux, les États-Unis ont ouvertement écoulé leur blé sur tous les marchés traditionnels du Canada. Le *Globe and Mail* d'aujourd'hui signale que nous possédons 30 p. 100 des surplus, et pourtant, les exportations américaines augmentent alors que les nôtres diminuent. La même chose s'applique au blé comme elle s'applique maintenant au pétrole. Examinons d'autres passages du discours. Voici la menace. A la page 25, il dit:

D'abord, à la lumière des besoins des États-Unis, les ressources de gaz canadien qui pourraient être disponibles pour l'exportation semblent présentement plutôt limitées.

Il ajoute ensuite à ce sujet:

D'après les ressources du bassin sédimentaire de l'Ouest du Canada, nous aurions environ 1.6 trillion de pieds cubes pour l'exportation en 1990.

Arrêtons là. La Commission Borden l'a établi, les conseils de conservation de l'Ouest du Canada l'ont reconnu et je ne doute pas que le Conseil national de l'énergie en vienne à la même conclusion: nous avons un excédent de gaz naturel que nous pouvons exporter aux États-Unis pour un prix raisonnable afin d'accroître le commerce avec ce pays. Nous en avons plus que nous n'en aurons besoin dans un avenir prévisible tant sur le marché national qu'international et nous devrions l'exporter en quantités croissantes. Mais qu'a dit le ministre? Il a dit «Nous allons nous servir de cette marchandise comme d'un moyen de négociation—nous n'allons pas vous donner notre gaz naturel si vous n'importez pas plus de notre pétrole brut». C'est le comble du ridicule. Nous sommes 20 millions, alors qu'ils sont 200 millions. Nous ne pouvons rien tirer des ministres; même ceux qui viennent à la Chambre pourraient tout aussi bien rester dehors. Nous devrions aller aux États-Unis pour discuter et leur dire:

«Écoutez, vous avez besoin de notre gaz naturel et nous allons essayer de vous satisfaire à ce sujet, nous allons accroître nos exportations mais il nous faut préserver aussi l'autre partie de notre industrie». Au lieu de cela, le ministre brandit des menaces. Je suis persuadé que tout homme d'affaires raisonnable ou n'importe quel représentant commercial des États-Unis, si l'on s'y prend comme il faut, nous aiderait à accroître nos exportations de pétrole brut. Mais nous ne pouvons pas nous permettre de dire: «Nous n'allons pas vous vendre un produit excédentaire, à moins que vous ne preniez aussi certains produits dont nous n'avons pas besoin.» Beaux rustres, fameux diplomates! Quoi d'étonnant que nous ne puissions trouver de débouchés?

Le ministre peut toujours parler, mais il sait—et il le savait déjà bien avant de devenir ministre—que ce n'est que dans le commerce et dans la production liée aux échanges commerciaux qu'il peut y avoir plein-emploi ou risque d'inflation. Le ministre a dit à la page 25 de son discours:

En second lieu, le gaz canadien ne sera disponible pour compléter les approvisionnements américains que si l'ensemble de l'industrie pétrolière reçoit les encouragements conférés par une expansion progressive et une stabilité assurée...

En d'autres mots: «Vous n'aurez pas notre gaz naturel, même si nous en avons en excédent, car vous ne voulez pas nous acheter autant de pétrole brut que nous le souhaitons». Ce n'est certainement pas avec ce genre de diplomatie que nous accroîtrons le volume de nos échanges commerciaux. Parlons d'une autre question soulevée aujourd'hui durant la période des questions. Le ministre peut dire ce qu'il veut au sujet de la diminution des profits, du dollar fort. Comme tous les économistes le savent, nous avons le système de l'étalement-or durant les années 30, ce qui s'est révélé une grave erreur. Chose certaine, la valeur du dollar peut avoir augmenté, mais c'est la pire affaire qui pouvait arriver à la situation commerciale du Canada, car nos produits doivent livrer concurrence sur le marché mondial, à un prix plus élevé qu'à l'ordinaire, par rapport aux devises étrangères. Ce n'est pas un remède pour combattre l'inflation, accroître le commerce ou l'emploi au Canada.

M. Crouse: Cela diminue nos exportations.

M. Woolliams: Naturellement, cela diminue nos exportations car nous ne sommes pas dans une situation concurrentielle.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est expiré.

Des voix: Continuez.